

Pourquoi nous sommes toujours différents

Par Cláudio César Dutra de Souza et Sílvia Feraboli



Source : *Le Monde Diplomatique Brasil* - Novembre 2007 – Texte original : <http://diplo.uol.com.br/2007-11,a2021>

Traduction : Roger Guilloux pour *Autres Brésils*

Prenant prétexte de la fin du "socialisme réel" et d'un certain désenchantement vis-à-vis du gouvernement du Parti des travailleurs (PT), la pensée conservatrice annonce avec une certaine satisfaction la disparition des frontières entre la gauche et la droite. Et pourtant celles-ci resurgissent de partout, par exemple dans l'opposition à la Bolsa Familiaⁱ, dans les quotas pour l'entrée à l'universitéⁱⁱ et vis-à-vis des activités du Mouvement des Sans terre (MST)ⁱⁱⁱ.

Il existe deux ouvrages de base concernant la réflexion sur le binôme^{iv} gauche / droite, tous les deux publiés en 1994 : *Droite et gauche – raisons et significations d'une différenciation politique*, de Norberto Bobbio et *Au-delà de la gauche et de la droite*, de Anthony Giddens. Ces deux auteurs, chacun à sa manière, essaient de réfléchir sur les orientations à prendre et sur la destinée des orphelins du socialisme. Ceux-ci, tout de suite après la guerre froide, étaient, d'un point de vue épistémologique, en deuil parce qu'ils se rendaient compte que leurs



utopies les plus chères s'écroulaient et qu'ils étaient encore sous le coup de ce célèbre article de Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, publié en 1992. Bobbio défendait la légitimité du maintien du binôme gauche / droite pour analyser et comprendre la scène politique actuelle alors que Giddens croyait que le monde avait radicalement changé et qu'en conséquence, les concepts de gauche et de droite étaient devenus anachroniques. Quant à Fukuyama, il pensait que l'humanité, avec l'universalisation de la démocratie libérale occidentale, avait atteint son degré maximum d'évolution.

Il existe un autre ouvrage moins connu au Brésil, entre autres parce que non traduit en portugais, *La Droite et la Gauche – Qu'est-ce qui les distingue encore ?* de Claude Imbert, directeur de l'hebdomadaire français *Le Point* et de Jacques Juillard du *Nouvel Observateur*. Ce livre, de 1995, se présente sous la forme d'un dialogue respectueux et constructif entre deux amis. Imbert représente la pensée de "droite" et Juillard la pensée de "gauche". Dans cet ouvrage, les auteurs présentent un panorama critique et intellectuellement impeccable de ce que sont devenues la droite et la gauche dans un monde où le clivage idéologique bi-polaire n'existe plus.

On peut imaginer que les valeurs phare de la gauche traditionnelle seraient devenues anachroniques dans la majorité des pays du "premier monde", pays qui disposent de réseaux de protection sociale et d'une solide politique de redistribution des revenus, conquis à la suite de dures luttes au cours de la période qui a immédiatement suivi la deuxième guerre mondiale.

Cependant nous assistons dans la France d'aujourd'hui, à la reprise de discours qui nous sont très familiers, discours prononcés par le président Nicolas Sarkozy, sur l'inefficacité de l'Etat et donc sur la nécessité de le "moderniser". Si madame Thatcher et Fernando Color de Mello n'étaient plus vivants et en bonne santé, on pourrait penser qu'ils se seraient réincarnés en la personne du président français ! Il essaie, tardivement, de placer la France dans le moule complètement dépassé du *Consensus de Washington* ^v retirant à l'Etat français le rôle le plus efficace qu'il puisse et doit avoir dans la discussion au sujet des alternatives au modèle hégémonique actuel. Athlétique, "jeune" et dynamique, Sarkozy essaie de se donner une image de réformateur, et usant d'effets de discours, d'amener les citoyens à accepter la "vieille nouveauté" de changements qui visent à satisfaire le système financier international.

Lula versus Chavez ? Ceux qui estiment que la gauche sud-américaine est divisée "oublie" que la région n'est pas homogène.

En Amérique latine, par contre, les leaders de gauche les plus éminents actuellement, Evo Morales et Hugo Chavez, effectuent un retour au discours castriste qui, selon de nombreux analystes, est un anachronisme impensable dans le cadre des normes contemporaines. Mais de quelle contemporanéité parlons-nous ? Un capitalisme prédateur ne pourra être adouci qu'avec une gauche plus incisive. Peut-être sommes-nous en train d'assister, en temps réel, à un ensemble de situations historiques d'un passé qui insiste à se maintenir dans le présent. Etant donné que la situation socio-politique de l'Amérique latine diffère, et de beaucoup, de celles



des pays développés, nous pourrions demander à ceux qui critiquent Chavez et Morales s'ils connaissent les bases étonnamment archaïques que le capitalisme maintient dans ces pays ; s'ils se rendent compte du travail réalisé par leurs chefs d'Etat, lequel a permis à ces pays de reconquérir, sur la scène internationale, leur dignité et leur souveraineté notamment dans le domaine des ressources naturelles.

Au sujet de ces différences, Jorge Castañeda, dans un article publié dans *Foreign Affairs* en 2006, se propose d'expliquer aux lecteurs de langue anglaise, qu'il existe deux types de gauche en Amérique latine, l'une moderne et l'autre populiste. Les plus illustres représentants du premier groupe seraient Lula et la présidente chilienne Michelle Bachelet. Le deuxième groupe aurait à sa tête Chavez et Morales. Ce qui a peut-être échappé à la perspicacité de Castañeda, c'est que le Brésil et le Chili sont des pays plus modernes et plus développés que le Venezuela et la Bolivie. Ce qui expliquerait que dans les deux premiers pays, la gauche ait modernisé son discours et sa plate-forme. Déjà, en Bolivie, pays le plus pauvre d'Amérique du Sud, et au Venezuela, qui vit quasi exclusivement de sa rente pétrolière, le soi-disant populisme dont on ne cesse d'accuser les gouvernants, serait peut-être une réponse au populisme fondamentaliste du marché qui a envahi l'Amérique latine à l'époque critique de la globalisation et qui a fortement détérioré les indices sociaux des pays les plus vulnérables ou les plus enclins à suivre ces orientations, comme ce fut le cas de l'Argentine, par exemple.

Se cantonnant à la réalité brésilienne, avec l'arrivée au pouvoir du Parti des Travailleurs (PT), les mouvements de gauche ont traversé une série de crises d'identité, un peu comme s'il s'agissait d'un processus de deuil d'une utopie perdue. Ce qu'ils attendaient du premier gouvernement de gauche au Brésil – une réforme structurelle en profondeur vis-à-vis des règles rigides du néo-libéralisme mondial - ne s'est pas concrétisé. Les intellectuels furent nombreux à assumer des positions tantôt très critiques tantôt très indulgentes dans leur évaluation du gouvernement Lula et notamment ces derniers temps. Si l'on prend en considération les opinions dominantes des grands médias, le Brésil aurait enfin découvert la corruption, le clientélisme et d'autres pratiques soit disant apparues avec le gouvernement du PT, malgré les 500 années d'une "culture de cordialité"^{vi} que les nouveaux opposants du moment semblent avoir oublié.

Au Brésil, les quotas universitaires et la *Bolsa familia* font ressurgir l'élitisme profondément ancré dans la mentalité des élites

Dans le Brésil d'aujourd'hui, le binôme gauche /droite acquiert des caractéristiques plus amples et plus subtiles, autres que la possibilité d'un changement radical d'un mode de production capitaliste vers une économie socialiste. Il existe des éléments de second plan qui ne peuvent pas être négligés dans ce débat. La gauche doit rester vigilante face aux tentatives de distorsion et de neutralisation de son contenu programmatique. Souvent, ces tentatives apparaissent sous couvert d'une soi-disant science, de pseudo-humanismes et d'une gamme infinie d'arguments rhétoriques relevant de manière étonnante du "bon sens". La prise de conscience des différences entre les systèmes économiques d'exclusion des pays d'Amérique latine nous montre la nécessité impérieuse d'actions qui remettent en question l'héritage capitaliste dans notre histoire.



Ces actions se traduisent par quelques propositions politiques actuelles qui provoquent de fortes réactions de la part des médias et de *l'intelligentsia* brésilienne. Elles nous invitent à nous demander ce qui nous fait devenir des acteurs politiques de gauche dans un pays comme le Brésil qui ne se lance pas dans des politiques radicales visant à modifier le modèle économique et dont l'influence internationale est fortement limitée.

Nous pensons que les prises de position d'un citoyen, vis-à-vis des quotas d'entrée dans les universités publiques, du programme *Bolsa Familia* et de la réforme agraire sont un bon indicateur de ses positionnements politiques : ils permettent de voir si celui-ci se situe à gauche ou à droite. Nous croyons que l'engagement à gauche, au Brésil, passe (pas uniquement mais nécessairement) par une prise de position favorable à ces politiques. Etre favorable à ces mesures ne veut pas dire y être à 100% favorable. Nous ne pensons pas que quelqu'un soit naïf au point de penser que ces politiques ne puissent faire l'objet de critiques. Mais ces dernières ne doivent pas paralyser un débat majeur sur les brutales inégalités de la société brésilienne.

La politique actuelle de quotas implique des changements politiques importants en ce qui concerne la réduction d'inégalités historiques. Cela ne veut pas dire que les quotas vont, par magie, mettre fin à des siècles d'exploitation et d'injustice à l'encontre des Brésiliens d'origine africaine. Mais il est certain qu'ils représentent une avancée significative qui provoque des réactions incroyables de la part de ceux qui se situent à droite.

Les Diogos Mainardis^{vii} alimentent de manière permanente les préjugés contre une modeste redistribution des richesses.

On fait appel au concept de méritocratie pour nier la validité politique des quotas. Mais alors, depuis quand la méritocratie règne-t-elle dans ce pays ? Si nous répondons par l'affirmative, nous serons nécessairement conduits à la conclusion évidente que les pauvres et les Noirs sont responsables de la situation précaire dans laquelle ils se trouvent et que nos élites ont travaillé très dur pour arriver là où elles sont – au sommet de la pyramide d'un pays qui a une distribution des richesses parmi les plus inégalitaires au monde !

Nous assistons, interloqués, aux découvertes scientifiques les plus "sophistiquées" qui nous révèlent que nos Noirs ont acquis une forte part du patrimoine génétique européen, qu'ils ne seraient donc pas aussi Noirs qu'ils le pensent et donc que la politique des quotas serait une supercherie. D'autres, alarmés, allèguent que ces mesures vont introduire officiellement le racisme au Brésil et qu'elles vont constituer une incitation à la haine raciale et nous font cadeau d'autres perles de ce genre. Ces réactions mettent en évidence un mal-être certain face à l'idée de voir un Noir s'asseoir aux côtés de ceux qui croient constituer le noyau pensant de nos universités publiques, position uniquement due à leurs mérites. Et la situation pourrait empirer si nos noirs voulaient, en plus, réécrire notre histoire, cette histoire positive, héroïque et blanche, dans un pays où la dette envers les Indiens, les Noirs, et les différents Métis n'a toujours pas été payée.



Un autre argument contre la politique des quotas se fonde sur l'idée que nous devrions améliorer l'éducation de base, pour que les élèves issus des écoles publiques puissent se trouver à armes égales (avec ceux du privé) à la fin de l'enseignement secondaire. C'est certainement une excellente idée, mais il nous faudra attendre combien de dizaines d'années ou même de siècles pour que les résultats de cette mesure puissent se faire sentir ! Ce type de réponse est typique du discours brésilien utilisé quand on ne veut pas que les choses changent : prétexter de quelque chose de plus profond quand il y a urgence à agir immédiatement. Le résultat final est que, généralement, rien n'est fait.

Une autre démarche cohérente est la prise de position par rapport au Programme *Bolsa Familia* (PBF), qui opère un transfert direct en faveur des familles en situation de pauvreté (dont le revenu mensuel par personne est de 60 à 120 *reais*) et d'extrême pauvreté (moins de 60 *reais* par personne) conformément à la loi du 9 janvier 2004 et du décret n°5.749 du 11 avril 2006. Une fois de plus, nous assistons à une vertueuse indignation de la part de ceux qui affirment que l'idéal serait un programme créateur d'emplois. Pour ceux-ci, le PBF est une aumône qui incite à la paresse de ceux qui, au lieu de produire, se satisfont de cet argent "facile" qu'ils reçoivent chaque mois. Dans un pays qui occupe une position aussi honteuse en termes de distribution des revenus – le 10^{ème} pays le plus inégalitaire du monde – une telle mesure visant à réduire un tant soit peu les inégalités brutales ne devrait-elle pas être applaudie ? Notre pays n'a fait que caricaturer un état de bien-être social qui n'a jamais vraiment existé puisque, de toute façon, selon les secteurs les plus radicaux de nos représentants libéraux, si certains sont pauvres c'est parce que ce sont des bons à rien ! Pour comprendre comment on en arrive à une perception aussi déformée de la réalité, il suffit de lire les colonnes du pamphlétaire Diogo Mainardi et de ses disciples qui nous abreuvent chaque semaine de l'ignorance et des préjugés de nos conservateurs, anonymes ou non.

Permettre aux plus pauvres de recouvrer leur dignité : ce que les médias se refusent à dire sur le MST

La *Bolsa Familia* redonne leur dignité à bon nombre de familles qui bénéficient de ce programme. C'est vrai, mais il y a des abus, diront certains, "*il y a des gens qui travaillent et qui pourtant sont inscrits au PBF, et qui reçoivent régulièrement cette aide*". Il faudrait donc supprimer le programme ! Mais si l'on applique ce critère aux autres secteurs, il faudrait aussi supprimer la Sécurité sociale (INSS) et le Service Unique de Santé (SUS) et, pourquoi pas, jusqu'au Congrès National ainsi que toutes les institutions susceptibles de corruption dans ce pays pour ne garder que le marché – incorruptible et sans reproche – mais les libéraux les plus intelligents ne partagent plus un tel discours !

Nous n'ignorons pas la nécessité de mesures urgentes visant à résoudre les problèmes structurels au niveau national et qui rendraient inutiles la *Bolsa Familia*, telles que la réduction des taux d'intérêt, la création de nouveaux emplois à partir d'incitations en direction du capital productif, mesures de moyen et long termes. Cependant, celles-ci n'excluent pas que le PBF puisse être considéré comme mesure efficace de réduction des inégalités à court terme.



Et, finalement, la réforme agraire et sa manifestation majeure dans notre pays, le MST, qui pour certains (de gauche) symbolise la lutte pour la justice dans les campagnes et pour d'autres (de droite) représente nos Talibans, ennemis de *l'agro-business*, menace à la propriété privée, sacrée, et aux grandes propriétés, acquises "de manière méritoire" tout au long de notre histoire. Le MST est internationalement connu et respecté comme étant le mouvement le plus important et le mieux organisé au niveau mondial en matière de réforme agraire. Mais ici, les sans-terres sont diabolisés par les grands médias, qui ne retiennent que les occupations de terres dont la violence de la part des propriétaires terriens n'est qu'une réaction de protection à leurs droits sacrés à une terre dont Dieu lui-même semble leur avoir transmis les titres de propriété !

Les médias ne montrent jamais le travail social accompli par ce mouvement, lequel aide les personnes en état de misère totale, les alcooliques, les candidats au sous-prolétariat et les accueillent dans un groupe qui leur fait partager le rêve d'une vie plus digne.

Nous reconnaissons que le MST se livre à des excès et qu'il commet des erreurs ; le cas des familles obtenant des terres, les revendant et se remettant dans la file d'attente ont fait l'objet d'une large publicité. Mais comment attendre, dans un pays où toutes les institutions sont défaillantes, qu'un mouvement social soit parfait ! Notre situation agraire est l'héritage du passé colonial de notre pays. Nos latifundia ont prospéré grâce au travail des esclaves qui ont été jetés aux marges de la société au moment où nous avons embauché une main d'œuvre salariée et européenne (il n'est donc pas difficile de voir le lien entre la lutte pour la réforme agraire et les politiques de quotas ...). A cette situation agraire rétrograde et qui concentre les richesses, à ces latifundia dont l'histoire a peu à voir avec une quelconque méritocratie, le MST est une réponse juste. Il exerce une résistance pacifique contre une distribution injuste des terres, dénonçant au Brésil et dans le monde entier, depuis des dizaines d'années, le fait que nous sommes un pays honteusement inégalitaire.

Le binôme gauche / droite est plus vivant que jamais, même s'il existe une tendance extrêmement forte vers un centrisme radical qui nie la validité des positionnements les plus clairement exprimés. Michel Foucault affirmait que "*là où se trouve le pouvoir, la résistance se développe*". Plus le pouvoir est vertical et imperméable et plus se font nécessaires les actions qui n'obstruent pas une volonté politique nécessaire pour que les faits continuent à faire surface afin de ne pas tomber dans un totalitarisme aux multiples formes. Les droits ne sont pas des concessions, ce sont des conquêtes. Il est possible que des acteurs politiques comme Hugo Chavez et Evo Morales, que des programmes de quotas, le programme *Bolsa Familia* et la réforme agraire dans les termes du MST ne soient pas pertinents au Canada, en Norvège, en Angleterre et dans d'autres pays où le capitalisme est plus domestiqué et réformé. Mais, pour la réalité brésilienne et latino-américaine, ces actions menées par la gauche et par la majorité de ceux qui l'appuient se présentent comme un réel espoir pour vaincre les inégalités existantes. Pour faire en sorte, qu'à l'avenir, elles ne soient plus nécessaires, il faut admettre qu'elles sont incontournables aujourd'hui.

Source : *Le Monde Diplomatique Brasil* - Novembre 2007 – **Texte original** :
<http://diplo.uol.com.br/2007-11,a2021>

Traduction : Roger Guilloux pour *Autres Brésils*

ⁱ (NdTr) Le programme *Bolsa-Familia* est destiné aux familles les plus pauvres dont le revenu mensuel par personne est inférieur à 120 *reais*. Cette aide se compose d'un somme de base de 50 *reais* auquel s'ajoutent 18 *reais* pour les femmes enceintes et 18 *reais* également pour chaque enfant de moins de 15 ans. 67% des familles pauvres ont bénéficié de ce programme en 2006. Le gouvernement justifie ce programme de la manière suivante : les familles qui en bénéficient verront leur situation s'améliorer au niveau de la santé, de la scolarisation et de la formation professionnelle. Ce programme implique donc des engagements de la part des familles notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. (source : UFMG)

ⁱⁱ (NdTr) Afin de réduire les inégalités d'accès à l'université - où les étudiants rentrent sur concours et donc en fonction du nombre de places disponibles - un système de quotas a été mis en place garantissant l'accès à l'université de candidats défavorisés (jeunes de "couleur" et jeunes venant des écoles publiques).

ⁱⁱⁱ (NdTr) MST : Movimento dos trabalhadores rurais Sem Terra. C'est un mouvement social de travailleurs ruraux qui se bat pour une redistribution des terres non utilisées au profit des paysans sans terre.

^{iv} (NdTr) *Diade, dyade* en français : ensemble de deux principes qui se complètent. Ce mot étant peu usité en français, j'ai préféré traduire par binôme d'usage plus courant.

^v (NdTr) Le "consensus de Washington" tire son nom d'un article de l'économiste John Williamson, qui a défini, en 1989, dix recommandations de type fortement néo-libéral, s'adressant notamment aux pays de l'Amérique latine

^{vi} (NdTr) La mise entre parenthèse est là pour rappeler que l'histoire sociale du Brésil a été marquée par une violence et une corruption endémiques.

^{vii} Diogo Mainardi, écrivain et journaliste à l'hebdomadaire de droite *Veja*. Ces articles au vitriole contre le gouvernement actuel et tout particulièrement contre le président Lula l'ont rendu célèbre.